- Dispositifs de pilotage, de
- Phases clés qui jalonnent le

acteurs et parties prenantes, la transparence et la traçabilité.

C'est pourquoi nous avons souhaité dans ce document rappeler ces essentiels de la conduite d'opération pour une approche pragmatique de l'urbanisme durable plus que jamais d'actualité qui réponde aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Le cadre de référence HQE Aménagement propose un langage commun autour des 4 engagements HQE et un Système de Management d'Opération (SMO) pour aider à la réalisation d'opérations d'aménagement intégrées à leur territoire, dont la maîtrise d'ouvrage assure dans le temps la bonne gouvernance et la faisabilité du programme tout en conciliant des objectifs de bien-être, de cohésion sociale, et de développement économique avec le respect de l'environnement.

C'est un véritable outil de gestion s'adresse donc à tous les acteurs de qui replace le couple aménageur l'aménagement, qu'ils soient publics ou privés, quelles que soient leur et collectivité au cœur du projet et qui apporte des réponses à la taille, leur ingénierie et leur capacité fois aux enjeux environnementaux d'expertise en interne. et aux enjeux organisationnels des opérations d'aménagement. Il a comme composantes

indissociables :

• Un Système de Management d'Opération (SMO)

• Et une approche thématique



Pour la conduite efficace d'une opération d'aménagement durable

fil conducteur du cadre de référence, est composé de :

Fruit d'une réflexion multi acteurs.

HQE Aménagement proposait déjà, à

son lancement en 2010, un Système

de Management de l'Opération

(SMO) comme fil rouge pour la

d'aménagement durable.

Le cadre de référence HQE

Aménagement peut s'appliquer à

renouvellement ou neuf, urbain

ou rural, habitat ou activités, et

toute opération d'aménagement sans

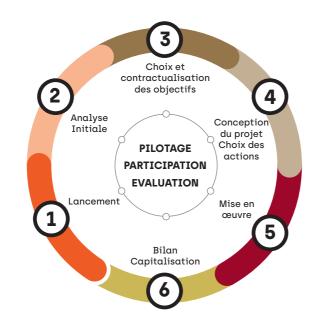
distinction de taille, de procédure, de

contexte territorial ou de destination :

conduite efficace des opérations

- participation et d'évaluation en
- déroulement d'une opération.

Le SMO facilite le dialoque entre l'optimisation de l'opération ainsi que



L'Alliance des professionnels pour un cadre de vie durable



Contact

Alliance HQE-GBC

4. av. du Recteur Poincaré 75016 Paris communication@hqeqbc.orq

in @Alliance HQE-GBC

(2) @hqegbc

Avec le soutien de



CERTIVEA











HQE Aménagement, l'essentiel du Système de Management de l'Opération (SMO)

Une méthodologie pour la réalisation de quartiers durables accessible



www.hqegbc.org

www.hqegbc.org

PHASE 1

Lancement

Une opération d'aménagement durable requiert un travail de réflexion plus important, plus global, plus poussé et plus partagé. Elle doit s'inscrire en cohérence avec les politiques d'aménagement durable des territoires et avec les choix de planification du territoire.

Déroulement

- Dialoque entre l'aménageur et la collectivité
- Portage et planification de l'opération
- Processus de décisions
- Modalités de la participation

L'engagement conjoint dans la démarche est un préalable essentiel. L'adhésion des acteurs de terrain, notamment des décideurs, est en effet indispensable pour la bonne conduite de la démarche au bénéfice de l'opération.

Pilotage

- Définir les responsabilités et assurer l'adéauation entre les ambitions et les moyens y
- Apprécier le contexte réglementaire et poser une stratégie d'action au regard de différents critères (autorités compétentes, procédures, phasages)

Identifier et impliquer dès le lancement et tout au long du projet les parties prenantes au regard de la procédure, de la pratique du territoire et des conditions d'acception liées au contexte

- Considérer l'évaluation comme un outil de dialoque et de mobilisation, de transparence, de recherche d'efficacité, d'aide à la décision et d'amélioration continue.
- Engager au plus tôt la réflexion sur ce qui doit être évalué et à quelles phases du projet.



PHASE 2

Analyse initiale

La qualité et la complétude des études et l'association des parties prenantes en amont sont essentielles pour le bon déroulement ultérieur de l'opération en conception et réalisation : elles réduisent les délais, les risques de toute nature (acceptabilité...) mais aussi les coûts.

Déroulement

- Diagnostic élargi
- Regards croisés pour une vision globale et
- Partage du bilan de l'analyse
- Opportunité de l'opération au regard des Le fait d'associer les parties prenantes dans besoins et de sa contribution aux enjeux d'atténuation et d'adaptation au changement le diagnostic offre une garantie de transclimatique.

L'analyse doit se conclure par un temps d'interrogation quant à l'opportunité de l'opération d'autant plus dans une situation Evaluation d'artificialisation des sols.

Pilotage

d'aller au-delà des études réglementaires et avec le Guide Pratique « Pour la réalisation d'assurer un balayage exhaustif des enjeux de quartiers durables » ou encore d'évaluer le propres à l'opération.

• L'analyse globale et partagée doit être utile pour juger de l'opportunité de poursuivre ou non le processus opérationnel.

la réalisation des études et de leur partager parence et de bonne prise en compte des attentes dans la conception ultérieure du

Le diagnostic donne un « état 0 » du site et servira de base à l'évaluation de l'opération et de ses performances. A ce stade, il est • La coordination de compétences permet possible d'engager le projet dans l'évaluation choix de localisation grâce notamment à la Méthode « Quartier Energie Carbone ».

PHASE 3

Objectifs d'aménagement durable

politiques ou les processus de concertation peuvent être préjudiciables.

En dépit de la pratique courante, aucune esquisse du projet ne devrait être produite à ce stade afin de conférer un caractère programmatique à la charte d'objectifs. Les phases amont sont essentielles dans la réflexion et la proposition de visuels ou d'images de référence et doivent être réalisées avec prudence car les implications dans les choix

Déroulement

- Hiérarchisation des enjeux
- Objectifs et niveaux de performance
- Adéquation avec le contexte
- Association des professionnels et opérateurs
- Charte signée entre Aménageur et élus de la

Parce qu'il va déterminer l'ambition de l'opération, le choix des niveaux d'exigence attribués aux objectifs est un temps politique fort. Il en va de même de la signature conjointe de la charte d'objectifs pour pérenniser ces engagements.

- Arbitrer en duo (aménageur et collectivité) les objectifs et leurs niveaux d'exigence.
- La charte d'objectifs, pour être engageante, doit être co-signée par l'Aménageur et la Collectivité voire mise en délibéré.

Associer les professionnels à débattre sur les niveaux de performance, pour vérifier la concordance avec leurs capacités techniques, la réalité du marché ou encore la faisabilité économique, permet aussi de mieux assurer les équilibres financiers globaux.

Evaluation

- Veiller, dans la charte, à une formulation claire et précise des objectifs afin qu'ils puissent être déclinés en critères, indicateurs ou éléments d'appréciation.
- S'assurer de la volonté politiques sous-tendant les capacités de portage technique et financier de l'évaluation (compétences, budget et collecte / acquisition des données nécessaires).

PHASE 4

Conception et choix des actions

La mise en place d'un processus d'évaluation environnementale en continu depuis la conception, jusqu'à la livraison/rétrocession du projet est garante des meilleurs choix pour limiter les impacts négatifs de l'opération sur l'environnement. Une réflexion selon la séquence Eviter – Réduire – Compenser doit être privilégiée.

Déroulement

- Programme de l'opération et parti d'aménagement
- Approche systémique
- Anticipation des usages
- Entretien de la maintenance
- Suivi des performances Coût alobal

La conception du projet doit être au service des objectifs préalablement fixés et prendre en compte la question des usages. La démarche préconise que les esquisses et dessins soient une traduction des actions elles-mêmes définies en réponse aux objectifs.



La conception du projet d'aménagement et l'évaluation environnementale sont menées de manière itérative selon une approche globale et systémique afin de prendre en compte les rétroactions possibles.

L'implication des professionnels permet de trouver les solutions techniques abordables et d'expliquer les prescriptions des appels d'offres ou les cahiers des charges. Cette étape est propice à associer les futurs usagers et gestionnaires des équipements, réseaux et espaces publics.

Elle vise à éclairer les choix et à connaître leurs impacts avant d'engager l'opération, parfois dans des solutions ou systèmes en partie irréversibles.

Mise en œuvre

Pour s'assurer de la mise en œuvre des objectifs d'aménagement durable, des règles peuvent être incluses dans le dossier de réalisation de ZAC ou dans le règlement du permis d'aménager (sous forme de cahier de prescriptions architecturales, paysagères et environnementales par exemple), qui sont des documents à portée réglementaire.

Déroulement

- Prescriptions et pièces contractuelles
- Cadre de référence du Bâtiment durable et certification
- Modalités de contrôle
- Plans de gestion des chantiers
- Limitation des impacts et nuisances de la phase travaux
- Consignes d'entretien
- Sensibilisation des futurs usagers

La transcription des objectifs en prescriptions doit être envisagée et déclinée à différents niveaux. Les spécifications des niveaux de performance attendus sont un enjeu fort en vue de leur concrétisation.

Pilotage

• Les ambitions peuvent être formulées et déclinées selon différents niveaux de prescriptions : obligations, incitations ou recommandations.

• La mise en place d'un plan de gestion de chantier induit une organisation efficace de la sensibilisation des entreprises, son suivi peut nécessiter une mission de surveillance.

Participation

La sensibilisation des futurs gestionnaires et des acquéreurs peut encourager les démarches individuelles et collectives en faveur du développement durable (contacts avec les associations, les organismes de subvention, ...].

Evaluation

Pour les travaux d'aménagement ou pour les bâtiments, il s'agit d'évaluer la cohérence des prescriptions avec les objectifs, et la conformité de leur mise en œuvre pendant les chantiers. Il est indispensable d'informer la collectivité des résultats de l'évaluation ou des réajustements opérés, tout au long du projet.

Bilan et capitalisation

Dans une logique d'amélioration continue, l'Aménageur peut être amené à réfléchir à l'internalisation de compétences nouvelles en son sein, et la Collectivité à une restructuration de ses services ou à une application plus générale de certains aspects de sa méthodologie [CCCT, dialogue avec les aménageurs, ...]

Déroulement

- Rétrocession et à la fin du processus opérationnel
- Bilan partagé
- Modalités de suivi • Capitalisation
- Essaimage des bonnes pratiques

La phase de bilan à la fin du processus opérationnel est une phase à part entière dans la méthodologie. Il s'agit de prendre le temps d'un bilan partagé, pour en tirer des enseignements et capitaliser les expériences à la fois sur la démarche et sur l'opération afin de s'inscrire dans une logique d'amélioration continue.

Pilotage

Tirer le bilan de l'opération au regard du Développement Durable, mesurer et faire le

bilan des performances atteintes au regard des actions et des objectifs préalablement arrêtés et réaliser un bilan financier et une évaluation en « coût global ».

Participation

Une enquête de satisfaction auprès des acquéreurs, nouveaux habitants et usagers permet de mesurer les degrés d'acceptation et d'appropriation des équipements et des aménagements.

Evaluation

Au moment de la rétrocession et à intervalles après x années de fonctionnement, réaliser des évaluations sur le cadre de vie, les usages, les performances techniques et les coûts d'exploitation de manière à prévoir des ajustements nécessaires aux modalités de gestion et d'entretien de l'opération.



05